



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Caisse d'allocations
familiales
de Loire-Atlantique
Nantes

Lundi 29 avril 2024

Contre le capitalisme qui massacre à Gaza et exploite en France : tous dans la rue mercredi 1^{er} mai... et après !

Cette semaine, travailleurs et travailleuses vont défilier pour mettre en avant leurs revendications contre l'exploitation capitaliste et tout ce qu'elle engendre. Il faut dire que, cette année encore, le capitalisme montre qu'il ne porte en lui que catastrophes et misère pour la majorité de la population : entre les guerres et les massacres aux quatre coins du monde, les catastrophes écologiques, les oppressions racistes, sexistes... Oui, il est urgent d'en finir avec ce système !

Pas un jour sans une nouvelle attaque...

En France, le gouvernement aux ordres des capitalistes annonce une nouvelle attaque presque chaque jour. Après les 20 milliards d'euros de coupes budgétaires dans les services publics, qui pèseront avant tout sur les plus pauvres, après une nouvelle réforme de l'assurance chômage pour réduire encore la durée d'indemnisation des travailleurs privés d'emploi, après le « choc des savoirs » pour l'instauration de « groupes de niveau », c'est-à-dire un tri social des élèves dès le collège, c'est maintenant au tour des locataires de HLM. Selon le gouvernement, 8 % des foyers résidant en HLM seraient « trop riches » ! Tiens donc... Et il n'est pas trop riche, Carlos Tavares, qui gagne 100 000 euros par jour, PDG de Stellantis, entreprise qui réalise 18 milliards de bénéfices ? Et tous les capitalistes et autres rentiers de ce pays ?

Les travailleurs et la jeunesse ne restent pas sans réagir !

Heureusement, les luttes aussi se multiplient. Dans l'éducation, profs et parents continuent de se mobiliser contre le tri social, avec des grèves, « établissements déserts », occupations d'école... La semaine dernière, les salariés de Keolis Argenteuil-Boucles de Seine ont débrayé pour réclamer 4 % d'augmentation de salaire. Et pendant que les annonces de licenciements se multiplient dans la chimie (à ExxonMobil ou à Sanofi), dans l'automobile, ce sont les ouvriers de MA France Aulnay, sous-traitant de Stellantis, qui font grève contre la menace de fermeture de leur usine et

mettent trois usines Stellantis à l'arrêt.

Dans les universités, la jeunesse se mobilise contre le soutien de Macron et de son gouvernement à l'État d'Israël qui massacre les Palestiniens. Le 24 avril, les étudiants de Science-Po à Paris ont décidé d'occuper les locaux universitaires pour réclamer un cessez-le-feu immédiat à Gaza, comme le font actuellement des milliers d'étudiants et d'étudiantes aux États-Unis : ils ont raison ! Car le massacre de Gaza est une guerre sociale : si toutes les grandes puissances soutiennent Netanyahu, c'est pour que l'ordre règne contre les pauvres, elles qui sous-traitent à des dictateurs la rafle et l'emprisonnement des migrants.

Face à la répression d'État : intensifier la mobilisation

Et c'est bien pour cela que l'exécutif s'inquiète et qu'Attal et consorts sortent l'arsenal répressif. Après la condamnation à un an de prison avec sursis du secrétaire général de la CGT du Nord pour « apologie du terrorisme », parce qu'il a osé soutenir la lutte du peuple palestinien, c'est Mathilde Panot, présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale et Rima Hassan, candidate aux Européennes, qui sont convoquées au commissariat.

Le gouvernement s'inquiète que ces mobilisations fassent tache d'huile et convergent. Le meilleur moyen de lutter contre la répression, c'est de changer, par nos mobilisations et nos luttes, le rapport de force contre les capitalistes et les gouvernements à leurs ordres.

Car nos intérêts sont communs dans le monde, des Palestiniens aux travailleurs français, nos luttes aussi : c'est aussi ça le sens du 1^{er} mai. Et tous les travailleurs et travailleuses pourront le dire haut et fort en votant pour la liste présentée par le NPA-Révolutionnaires aux Européennes, emmenée par Selma Labib et Gaël Quirante.

Le nombre de mineurs mis en cause dans des affaires judiciaires... en baisse de 25 %

Un certain nombre de faits divers, certains tragiques, ont servi de prétexte à Emmanuel Macron pour dénoncer « le surgissement de l'ultraviolence dans le quotidien, chez des citoyens de plus en plus jeunes ». Dans la foulée, Gabriel Attal et Gérald Darmanin ont multiplié les annonces sur l'enfermement des jeunes délinquants, les couvre-feux pour mineurs, etc. Or, sur le plateau de *France Info*, le député de la France insoumise, Manuel Bompard, a cité le bilan statistique du Code de la justice pénale des mineurs, publié le 13 octobre 2023 par le ministère de la Justice, qui affirme : « En 2022, 164 900 mineurs ont été mis en cause dans les affaires terminées par les parquets, soit 24 % de moins qu'en 2019. » Le 30 septembre 2021, le Code de la justice pénale des mineurs est entré en vigueur, avec pour ambition d'accélérer les procédures et d'améliorer la prise en charge des mineurs délinquants. La justice étant plus active, si la violence avait augmenté parmi les mineurs, le nombre de mis en cause aurait dû grimper d'autant plus vite. Or, il a diminué. Mais il ne faut pas compter sur Macron et sa clique pour commenter ces chiffres qui dégonflent leurs propos démagogiques.

France Travail : agressions, incivilités et intentions suicidaires en hausse

Dans un document interne de France Travail (ex-Pôle emploi) révélé par le site *Politis* et par *Franceinfo*, 15 906 signalements d'agressions ont été notifiés en 2023 par les salariés à travers les 900 agences du pays. Ce chiffre comprend les agressions comportementales (2 325), les agressions physiques (143), les agressions verbales (6 885), les incivilités (3 513) et les Edis (les expressions d'intention suicidaire) des usagers (3 040). Cela représente une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente. Depuis l'assassinat d'une conseillère à Valence (Drôme) début 2021, France Travail encourage ses agents à signaler tout incident. Pour

Soutenez le NPA

Dans la lutte contre le patronat et le gouvernement à son service, le NPA ne peut pas compter sur l'aide des riches. Nous avons besoin de vous : participez à la souscription ou à la prochaine collecte militante !



Laurent Mérique, président du Syndicat national du personnel de France Travail, c'est une des raisons qui expliquent ces hausses mais ce n'est pas la seule. Il poursuit : « Les tensions qui existent notamment par rapport au marché du travail, à la pression qui est mise sur les demandeurs d'emploi qui ne seraient pas suffisamment actifs dans leurs recherches et puis les inquiétudes aussi par rapport aux réformes de l'assurance chômage, passées et annoncées, font qu'effectivement les conditions d'accueil de nos usagers les amènent à être plus agressifs verbalement et physiquement. » En un mot, l'agressivité s'accroît avec la détérioration de la situation des demandeurs d'emploi voulue par le gouvernement, seul responsable de cette situation.

Frontière franco-italienne : les droits des migrants systématiquement bafoués

Dans le dernier rapport qu'elle vient de publier, la Défenseure des droits, estime que les droits des personnes exilées sont bafoués de manière « préoccupante » par la police des frontières, « à partir du moment où elles sont contrôlées, jusqu'à leur éloignement du territoire ». Elle note que ces personnes font face aux procédures ne respectant pas « les garanties juridiques minimales de la directive retour, telles que le recours à une procédure équitable et transparente ». Elle met notamment en cause les méthodes employées dans les Hautes-Alpes et les Alpes-Maritimes par la « border force », créée en juillet dernier par Gérald Darmanin, et qui comprend 120 militaires de l'opération Sentinelle, plus de 150 gendarmes et policiers, et des drones. Selon *InfoMigrants*, près de 33 000 personnes ont été refoulées vers l'Italie en 2023, et plus de quarante sont décédées en traversant les Alpes franco-italiennes en dix ans.

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

**POUR UN MONDE
SANS FRONTIÈRES
NI PATRONS**

URGENCE RÉVOLUTION !

ÉLECTIONS EUROPÉENNES
2024

SELMA LABIB
CONDUCTRICE DE BUS

GAËL QUIRANTE
POSTIER

Pour suivre ou rejoindre notre campagne :
linktr.ee/sans_frontieres_ni_patrons